

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 26/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OVH

2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel
59100 Roubaix

Références : -
Code AIOT : 0007003904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement OVH implanté 2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel 59100 Roubaix. L'inspection a été annoncée le 17/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OVH
- 2 rue Kellermann et 140 quai du Sartel 59100 Roubaix
- Code AIOT : 0007003904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OVH est spécialisée dans l'hébergement et le stockage de données informatiques. Elle exploite à cet effet 9 datacentres sur le territoire de la commune de Roubaix. Ces derniers accueillent des dizaines de salles de serveurs informatiques, alimentés en énergie par le réseau électrique.

Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 14 octobre 2021 complété le 21 mai 2024. Les activités visées par la nomenclature des installations classées reprises dans cet arrêté relèvent des rubriques :

- 3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW - Puissance de 163,8 MW - Autorisation
- 1185-2-a : Emploi dans des équipements clos en exploitant de gaz à effet de serre fluorés - quantité totale de 5 413 kg - Déclaration
- 2925-1 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques - puissance maximale de courant continu de 1831 kW - Déclaration
- 4734-1 et 4734-2 : Stockage enterré et aérien de fioul domestique - 315 m³ en cuves enterrées et 240 m³ en cuve aérienne - Déclaration

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
6	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Demande d'action corrective	30 jours
15	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Demande d'action corrective	30 jours
17	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Sans objet
3	Restrictions d'utilisations de	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	fluides à PRG élevé		
4	Mélanges HFC/HFO	Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4	Sans objet
5	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79	Sans objet
7	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Sans objet
8	Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Sans objet
9	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	Sans objet
10	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Sans objet
11	Prévention des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3	Sans objet
12	Délai de réparation des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Sans objet
13	Système de détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
14	Système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Sans objet
16	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3	Sans objet
18	Marque de défaut d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La thématique des fluides frigorigènes est globalement maîtrisée sur site, même si des non-conformités appellent à une régularisation. Un point d'attention particulier est à porter sur la distinction entre les notions de circuit et d'équipement, avec les conséquences qui en découlent sur le suivi de l'inventaire, la périodicité de réalisation des contrôles d'étanchéité et les potentielles autres prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Prescription contrôlée : Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D) Constats : D'après l'inventaire des équipements frigorifiques et climatiques fourni par l'exploitant en amont de l'inspection, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation au sein d'équipements clos de capacité unitaire supérieure à 2 kg est de 5514 kg. Cette quantité est très légèrement supérieure à la valeur de 5414 kg déclarée au sein de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/05/2024. D'après l'inventaire des fluides stockés sur site, l'exploitant stocke une quantité cumulée de 290 kg de gaz fluorés, répartis au sein de 14 bouteilles de volume unitaire inférieur à 400 L. L'installation n'est donc pas classée au regard de la rubrique 1185-3-1-b. L'exploitant a déclaré ne pas détenir d'équipements d'extinction contenant des gaz fluorés. La situation du site au regard des différents alinéas de la rubrique ICPE 1185 est donc considérée

comme conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard de la très faible différence de déclaration relativement au seuil de 300 kg et l'absence totale d'impact de cet écart, il n'est pas demandé de régularisation à l'exploitant. La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation pourra utilement être mise à jour auprès des services de l'administration la prochaine fois qu'un porter-à-connaissance nécessitera d'être rédigé pour d'autres rubriques ICPE du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaire des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

Constats :

L'exploitant a fourni en amont de l'inspection un inventaire de ses équipements frigorifiques et climatiques comptabilisant 266 équipements.

Après analyse de cet inventaire, il a été constaté que la capacité unitaire des climatiseurs "Bungalow Securitas" et "Hitachi salle batterie 18" n'était pas renseignée.

D'autre part, d'après les échanges oraux avec l'exploitant durant la visite d'inspection, il a été constaté une confusion entre les notions de circuit et d'équipements. L'exploitant n'a ainsi pas été en mesure de définir clairement si certains équipements possédaient 2 circuits ou bien s'il s'agissait de 2 équipements contenant chacun un unique circuit. Cette confusion peut notamment avoir un impact sur la détermination des périodicités de contrôle d'étanchéité desdits équipements.

Enfin, comme vu au point de contrôle n°3 relatif aux restrictions d'utilisation de fluides à Potentiel de Réchauffement Global (PRG) élevé, un équipement fonctionnant au R404A est mentionné dans l'inventaire alors que certains collaborateurs de l'exploitant estiment que cet équipement a été démantelé et n'est plus présent sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter les capacités unitaires manquantes de son inventaire et de s'assurer de l'exhaustivité de celui-ci, en s'assurant qu'aucun équipement frigorifique ne manque à l'inventaire et qu'aucun équipement démantelé n'est encore mentionné.

D'autre part, il est également demandé à l'exploitant de préciser la nature de son parc d'équipements de réfrigération, notamment au regard de la distinction circuit/équipement, afin de disposer d'un inventaire fiable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.</p> <p>[...]</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après l'inventaire, un seul équipement fonctionne avec un fluide dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur à 2500 : il s'agit d'un climatiseur de 0,9 kg (3,5 Teq.CO2) fonctionnant au R404. Certains collaborateurs de l'exploitant possédaient un avis divergent sur le sujet, estimant que cet équipement, bien que figurant à l'inventaire, avait d'ores et déjà été démantelé. L'éventuelle non-conformité au regard de cette potentielle mise au rebut non tracée est indiquée au sein du point de contrôle n°2 relatif à l'inventaire des équipements.</p> <p>Dans le cadre de l'utilisation d'équipements fonctionnant avec du gaz fluoré de potentiel de réchauffement planétaire supérieur à 2500, il n'a pas été constaté l'utilisation de fluide vierge</p>

pour procéder à des recharges de cet équipement après le 1er janvier 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mélanges HFC/HFO

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Aux fins du présent règlement, on entend par : «hydrofluorocarbones» ou «HFC» : les substances inscrites à la section 1 de l'annexe I, ou des mélanges contenant l'une de ces substances ;
Constats : D'après les déclarations de l'exploitant, 3 équipements fonctionnent avec du R449a ou du R545c, qui constituent des mélanges HFC / HFO. Ces trois équipements sont suivis comme les HFC : ils sont inclus dans l'inventaire et suivent, pour ceux qui sont concernés, les contrôles périodiques réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.
Constats : L'équipement de climatisation LG Atelier Run + Stock a fait l'objet d'une mise en service (incluant un contrôle d'étanchéité) en date du 24/09/2024. Cette intervention a été tracée via la fiche d'intervention n°34045391/1, rédigée sur le format Cerfa 15497*4 par l'opérateur Hervé Thermique. Cette mise en service faisait suite au déplacement de l'équipement de climatisation. La mise en service initiale, en date du 29/05/2020, avait également fait l'objet d'une intervention tracée par la fiche n°52092.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Fiches d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
Constats : Des fiches d'intervention au format Cerfa 15497 ont été consultées par échantillonnage tout au long de la visite d'inspection. Sur la fiche d'intervention 2025 de l'équipement Salle de sport partie terrain de foot, il a été constaté que la fiche n'était signée ni par l'opérateur, ni par le détenteur. Des fiches d'intervention des 5 dernières années ont pu être consultées. Deux systèmes d'archivage distincts sont mis en place, via GMAO et via Sharepoint (voir point de contrôle n°7 relatif aux registres). Ces systèmes d'archivage concernent respectivement la partie maintenance et la partie Office. Sur la GMAO, il n'a pas été constaté de fiches d'intervention manquantes sur les 5 dernières années. Cependant, il a été constaté le manque de fiches d'intervention au sein de l'archivage enregistré sur le sharepoint.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de signer la fiche non signée et de s'assurer que les futures fiches d'intervention soient correctement signées avant archivage. De plus, il est demandé à l'exploitant de s'assurer de l'exhaustivité de l'archivage des fiches d'intervention sur les cinq dernières années, que ce soit sur son logiciel de GMAO ou sur le sharepoint.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:</p> <p>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;</p> <p>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;</p> <p>c) la quantité de gaz récupérée;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place deux systèmes d'archivage en parallèle : les équipements de réfrigération de la partie maintenance sont suivis par un logiciel de GMAO, tandis que ceux de la partie Office sont enregistrés au sein d'une arborescence de dossiers et sous-dossiers sur un espace sharepoint. Dans les deux cas, l'exploitant enregistre les fiches d'intervention au format Cerfa 15497. Ces fiches contiennent l'ensemble des informations qui doivent être contenues dans ces registres.</p> <p>La mise en oeuvre de ces registres est donc conforme à la réglementation en vigueur. La non-exhaustivité des registres est traitée au sein du point de contrôle précédant relatif aux fiches d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu des fiches d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (4) comme fiche d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des fiches d'intervention consultées par échantillonnage étaient renseignées sur un document au format Cerfa 15497. La version de ce formulaire dépendait de la date de réalisation de l'intervention.</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée dans l'utilisation de ce formulaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel à deux opérateurs distincts, chacun titulaire d'une attestation de capacité conforme à la réglementation en vigueur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Santerre : attestation n°191 délivrée par SGS et valable du 20/08/2024 au 19/08/2029 pour les interventions de catégorie I ; • Hervé Thermique : attestation n°15468 délivrée par Bureau Veritas et valable du 01/07/2024 au 30/06/2029 pour les interventions de catégorie I. <p>La validité de ces attestations a été contrôlée sur le site Syderep de l'Ademe.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contrôle périodique des équipements

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante:</p> <p>a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;</p> <p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect de la périodicité de réalisation des contrôles d'étanchéité a été contrôlée par échantillonnage sur 3 équipements frigorifiques ou climatiques. Les derniers contrôles sont les suivants :</p> <p>Pour l'équipement PF Central S32 (périodicité 6 mois) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 29/04/2024 ; • 22/07/2024 ; • 15/10/2024 ; • 14/01/2025 ; • 16/04/2025

<p>Pour l'équipement Clim Salle 27 SS3 (périodicité 12 mois) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 06/07/2023 ; • 11/01/2024 ; • 10/07/2024 ; • 07/01/2025 <p>Pour l'équipement Salle de sport partie terrain de foot (périodicité 12 mois) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 19/12/2023 ; • 17/01/2025 <p>Les trois équipements sont à jour de leur contrôle d'étanchéité périodique. Il est rappelé à l'exploitant que la périodicité de contrôle s'entend au jour près : un retard d'environ 1 mois a été constaté dans le contrôle d'étanchéité périodique entre l'avant-dernier et le dernier contrôle de l'équipement Salle de sport partie terrain de foot.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Prévention des fuites

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a détaillé un ensemble de mesures de maintenance préventive mises en œuvre sur le site et destinées à limiter au mieux l'apparition de fuites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • doublement de la périodicité de contrôle d'étanchéité sur les plus gros équipements ; • ajout de renforts afin de stabiliser les coudes des canalisations et limiter le risque de fuites pouvant survenir en raison des vibrations générées par le démarrage des équipements ; • remplacement préventif de colliers lors de la constatation de présence de rouille ; • si une partie d'un assemblage de pièces est défectueux, l'ensemble de l'assemblage est changé ; • maintenance préventive semestrielle sur les 6 plus gros équipements. <p>Ces éléments contribuent à la mise en œuvre de mesures techniquement ou économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Délai de réparation des fuites

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>

Prescription contrôlée :

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.

Constats :

Le contrôle a été réalisé sur la réparation de la fuite de 69kg de R442a survenue sur l'équipement RBX1 central HK2 SS2.

D'après les déclarations de l'exploitant, cette fuite a été détectée le 04/04/2025.

Elle a fait l'objet d'une réparation immédiate le même jour avec une recharge de 69 kg de fluide vierge. Ces opérations ont fait l'objet de la fiche d'intervention n°37452534/1.

Un contrôle d'étanchéité non périodique a ensuite été réalisé le même jour et retracé sur la fiche d'intervention n°37452534/1 (même numéro que la précédente, mais fiche différente).

Un second contrôle d'étanchéité a ensuite été réalisé entre 24h et 30 jours plus tard, en date du 28/04/2025.

Aucune non-conformité n'a été constaté dans la réparation de cette fuite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Système de détection des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

[...]

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant emploie sur site 6 équipements de capacité supérieure à 500 Teq.CO2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PF Central Substation 1 à 3 ; • HK Central Substation 1 à 3. <p>Ces 6 équipements sont équipés d'un système permanent de détection de fuite de type DNI.</p> <p>Concernant l'équipement PF Central Substation 3, le DNI a été contrôlé en date du 03/06/2024 par la société Matelex, fabricant dudit système.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Système de détection de fuites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. <p>II.-Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. <p>L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.</p> <p>L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.</p> <p>III.-Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :</p>

- a) La pression ;
- b) La température ;
- c) Le courant du compresseur ;
- d) Les niveaux de liquides ;
- e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV.-Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Constats :

D'après les déclarations de l'exploitant, les DNI sont reliés à une alarme permettant de prévenir l'exploitant en cas de détection de fuites. Le contrat passé avec l'opérateur prévoit ensuite une intervention dans les délais réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- Les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part

éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
<p>Constats :</p> <p>D'après le registre des fuites fourni par l'exploitant en amont de l'inspection, les quantités cumulées annuelles de fuites de gaz à effet de serre fluorés sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2021 : 343 kg ; • 2022 : 199,90 kg ; • 2023 : 244 kg ; • 2024 : 166,27 kg. <p>Sur la plateforme de déclaration Gerep, les quantités cumulées annuelles de fuites de gaz à effet de serre fluorés déclarées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2021 : pas de déclaration, l'exploitant ayant obtenu son arrêté préfectoral d'autorisation dans le courant de l'année 2021 ; • 2022 : 199,90 kg ; • 2023 : 194 kg ; • 2024 : 144 kg. <p>D'après les déclarations de l'exploitant, les écarts constatés sur les années 2023 et 2024 sont dues à une erreur de déclaration, les fuites issues des équipements de la partie Office n'ayant pas été prises en compte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de régulariser ses déclarations de fuites de gaz à effet de serre fluorés en fournissant les quantités cumulées de fuites par type de gaz et par année afin que leurs déclarations puissent être corrigées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 16 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes:</p> <p>a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique;</p> <p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO2, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de</p>

serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.
Constats : Lors de la visite de site, les équipements frigorifiques ou climatiques contrôlés bénéficiaient tous d'un étiquetage visible mentionnant la nature et la quantité de gaz susceptible d'être contenue dans l'équipement. Aucune non-conformité n'a été constatée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Marque de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : Lors de la visite de site, il a été constaté que sur l'équipement PF Central Substation 3, les macarons de contrôle d'étanchéité mentionnaient la date du contrôle au lieu de la date limite de validité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de solliciter son opérateur afin de remplacer les macarons de contrôle en service erronés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 18 : Marque de défaut d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'équipements munis d'un macaron de défaut d'étanchéité qui seraient toujours en service, ou d'équipements présentant une fuite de gaz où le macaron de défaut d'étanchéité ne serait pas apposé sur l'équipement.

Aucune non-conformité sur ce point n'a donc été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite